

Camelia BECIU*

Qui fait la diaspora? Le problème de l'identité dans les recherches sur les diasporas**

Résumé

Cet article ouvre un débat sur le rapport analytique entre «identité» et «diaspora». On discute notamment si la notion d'identité est une ressource pour la compréhension conceptuelle et empirique de la diaspora. Quelle pertinence donc pour *l'identité diasporique*? Analysant les différentes manières d'appréhender la diaspora, l'article met en évidence certaines limites analytiques dans la compréhension du rapport entre le *concept* (définitions de la diaspora), les *pratiques* (formes de réflexivité individuelle et collective, pratiques d'appartenance et d'engagement, pratiques de solidarité et de résistance, etc.) et le problème de *l'identité diasporique*.

Mots-clefs: identité, diaspora, expérience diasporique, transnationalisme, discours

Abstract

This article opens up a debate on the analytical relationship between “identity” and “the diaspora”. We discuss whether approaching the diaspora from an identitarian perspective constitutively generates an essentialist view of the diaspora or, contrariwise, allows the analysis of socio-cultural and cognitive processes of diaspora configuration. Is an analysis of the *diasporic identity* operational? Starting from various approaches to the diaspora, this article highlights certain analytic limits in understanding the relationship between *concept* (definitions of the diaspora), *practices* (forms of individual and collective reflexivity, belonging, solidarity or resistance practices) and the problem of *diasporic identity*.

Key words: identity, diaspora, diasporic experience, transnationalism, discourse

Rezumat

Articolul propune o discuție privind raportul analitic „identitate”/„diaspora”. Analizăm dacă înțelegerea diasporei din perspectiva identității generează în mod constitutiv o abordare *esențialistă* a diasporei, sau dimpotrivă, face posibilă analiza proceselor socio-culturale și cognitive prin care se configurează diaspora. În ce măsură este, așadar, operațională o analiză în termeni de *identitate diasporică*? Pornind de la o serie de abordări în literatura consacrată diasporei, articolul evidențiază anumite limite analitice în înțelegerea raportului

* Faculté de Communication et Relations Publiques, Ecole Nationale d'Études Politiques et Administratives, Bucarest; beciu@insoc.ro.

** This work was supported by a grant of the Romanian National Authority for Scientific Research, CNCS-UEFISCDI, project number PN-II-ID-PCE-2011-3-0968, *Diaspora in the Romanian Media and Political Sphere. From Event to the Social Construction of Public Issues*.

dintre *concept* (diverse moduri de a defini diaspora), *practici* (forme de reflexivitate individuală și colectivă, practici de apartenență, solidaritate sau rezistență) și problema *identității diasporice*.

Cuvinte-cheie: identitate, diaspora, experiență diasporică, transnaționalism, discours

1. Visages de la diaspora. Contextes et perspectives théoriques

Nous lançons par cette étude une discussion analytique sur le concept de «diaspora». Prenant comme point de départ la théorie de Brubaker (2004; 2005), nous focalisons la discussion sur la possibilité de conceptualiser *l'identité diasporique*. Plusieurs types d'approches sont analysés afin de mettre en évidence la manière dont chacun des auteurs concernés problématise le rapport entre la diaspora-concept et la diaspora-phénomène social, catégorie de la pratique. L'enjeu serait celui de voir si la compréhension de la diaspora du point de vue de l'identité engendre de manière constitutive une approche *essentialiste*, ou bien au contraire, rend possible l'analyse des processus socio-culturels et cognitifs par lesquels se configure la diaspora. Quels rapports y-a-t-il alors entre le concept de diaspora et les pratiques de «nommer et revendiquer la diaspora» (Ho, 2011)?

La littérature scientifique récente constate les significations multiples associées au concept de diaspora, d'où la tendance de considérer la diaspora un concept / un phénomène de manière interchangeable.

Selon le modèle consacré, la diaspora est appréhendée en tant que groupe ethnique qui se réfugie / se disperse dans un autre espace que celui d'origine, participe à des actions de résistance et reproduit un imaginaire symbolique du *homeland*. Cohen fait référence à cette égard aux «diasporas victimes d'une expérience historique vitale» (Cohen, 2008, p. 4).

Même si cette acception ne peut pas être exclue, durant les dernières décennies, le registre conceptuel s'est diversifié dans le contexte de la globalisation et du transnationalisme: de définitions à grande généralité (par exemple un groupe qui partage certaines caractéristiques ou activités se trouvant en dehors du territoire national) à d'autres, plus spécifiques, qui incluent des critères comme: 1) la participation à une forme de mobilité (différentes formes de délocalisation, dispersion, migration), 2) dans un horizon temporel variable, 3) dans la perspective d'un projet identitaire dans le pays d'accueil, 4) par la reproduction de liens symboliques avec des «*milieux d'appartenance*» (pays d'origine, pays d'accueil, réseaux divers, formes d'affiliation, etc.), y compris par des positionnement publics et projets publics.

Les travaux sur la diaspora incluent des *acteurs sociaux* («communautés diasporiques», «populations diasporiques»), des *processus identitaires* («identités diasporiques», «participation diasporique», «groupes diasporiques», «diaspora et ethnicité»), des *politiques* («politiques diasporiques», «stratégies diasporiques», «citoyenneté diasporique»), des *pratiques* («communication diasporique», «diaspora et médias», «diaspora et Internet») ou des *situations* et des *types d'interactions* («contextes diasporiques»).

D'une manière ou d'une autre, les différentes conceptualisations et terrains empiriques de recherche ont un point de départ semblable: la diversification des formes de mobilité transnationale dans le contexte de la globalisation économique et culturelle. D'où l'acception selon laquelle la diaspora signifie des groupes extraterritoriaux qui développent non seulement «des projets» et des pratiques identitaires par rapport au pays d'origine et d'accueil, mais aussi des «liens latéraux» («lateral ties», Faist, 2010, p. 12). Les actions de la «diaspora» s'articulent en fonction d'événements ponctuels, conjonctures spécifiques, différentes types d'affiliation

et d'appartenance et, dans certains cas, effets des politiques lancées dans le pays d'origine, dans le pays d'accueil ou au sein de certaines structures transnationales telles que l'UE.

L'un des éléments structurants dans la formation de la diaspora est ce qu'on pourrait appeler la *manifestation de la citoyenneté* dans le contexte extra-territorial: différents modes de positionnement public par rapport aux événements, agendas et problèmes qui visent le pays d'origine ou, dans certains cas, problèmes qui impliquent les deux pays, d'origine et d'accueil.

Un autre élément pour la compréhension et l'analyse de la diaspora se réfère à son *caractère non-homogène*. Les nouvelles technologies et l'Internet, tout comme la culture globale de la mobilité, contribuent à la formation des *identités émergentes* («les nouvelles diasporas»), à la *visibilité publique* des problèmes, communautés et pratiques, mais aussi, selon Faist (2010), à la coagulation des *formes d'intégration et de distinction culturelles* par rapport à la culture du pays d'accueil. Ce contexte socio-technologique influe sur les positionnements individuels et collectifs par lesquels les migrants assument une «voix diasporique», une manière d'être et d'agir (Aksoy, 2000; Volkmer, 2008; Diminescu & Pasquier, 2010). «Le migrant connecté» (Diminescu, 2007; 2010) vit l'expérience d'être «entre» et «dans» plusieurs espaces socio-culturels, à l'échelle globale et locale, mais qui communiquent entre eux et se croisent tout comme ils se distinguent les uns par rapport aux autres. Des groupes avec une identité relativement configurée (par l'assumption de certaines causes consacrées) coexistent avec des groupes qui s'engagent publiquement et se structurent dans la dynamique des événements et conjonctures spécifiques. Néanmoins, la diversification des identités diasporiques présuppose aussi leur *instabilité* croissante du point de vue de l'organisation et de la visibilité publique.

2. Les acteurs diasporiques. Cadres d'analyse

L'un des plus débattus aspects de la littérature récente se réfère aux acteurs sociaux qui incarnent la diaspora. «Qui fait la diaspora?» Les groupes extra-territoriaux ou bien les communautés transnationales sont-elles «la diaspora»? Les migrants représentent-ils la diaspora ou doit-on distinguer du point de vue analytique entre les deux? La diaspora renvoie-t-elle seulement à des actions collectives, structurées, ou bien aussi à des actions individuelles? Inclue-t-elle aussi des actions collectives des acteurs non-institutionnels (Bauböck, 2010)? Ou des acteurs qui n'ont pas nécessairement d'«histoire diasporique» accumulée dans le temps? Par exemple, en analysant la manière dont les documents européens définissent la diaspora, Weinar (2010) démontre que ceux-ci ne distinguent pas clairement entre migrants et diaspora, même si la tendance est de comprendre la diaspora dans la perspective de l'activisme et d'une forme d'organisation.

Un premier problème y émerge: à quel point serait pertinente l'approche de la diaspora en termes d'identités individuelles ou collectives vu la diversité et le rythme des formes de manifestation des liens symboliques que les migrants et les différents groupes extra-territoriaux construisent en dehors du pays d'origine.

R. Brubaker (2004; 2005) a initié ce débat soulignant que la diaspora ne peut être réduite 1) à des groupes définis d'habitude selon des critères ethniques et non pas exclusivement; 2) à leur relation avec le pays d'origine. Selon l'auteur, comprendre la diaspora en fonction d'un groupe / entité considérés comme distinctes (puisque l'on peut les quantifier, ils ont certaines caractéristiques générales, etc.) serait une démarche substantialiste qui institue l'image d'un

groupe unitaire. Or, la relation avec le pays d'origine ne se décline pas seulement sous la forme de liens émotionnels-symboliques ou de pratiques de résistance politique, tout d'abord puisque le pays d'origine, tout en demeurant le référentiel principal, n'est plus le seul; la culture de la globalisation et des nouvelles technologies diversifie les possibilités d'interaction pour l'individu et les communautés. De même, le critère de la mobilité / dispersion extra-territoriales ne clarifie pas non plus la définition de la diaspora puisque cela signifierait que «tout» groupe situé en dehors des frontières nationales pourrait être considéré comme diaspora.

Considérant ces prémisses, Brubaker définit la diaspora «not in substantialist terms as a bounded entity, but rather as an idiom, a stance, a claim. We should think of diaspora in the first instance as a category of practice, and only then ask whether, and how, it can fruitfully be used as a category of analysis» (Brubaker, 2005, p. 12). Il s'en suit que le critère analytique principal vise un type de projet public, suivi, dans une étape postérieure, de l'investigation des particularités identitaires de ceux qui adhèrent au projet en cause. L'argument avancé par Brubaker se réfère au fait que dans les discours publics, tout comme la diaspora dans la littérature académique, est une catégorie appliquée à un groupe qui assume certaines revendications ou initie des projets et des événements à caractère normatif qui définissent des changements. Par conséquent, il faudrait analyser *le type de projet*, son contenu spécifique, les pratiques d'argumentation et de communication des sollicitations, revendications, objectifs et énoncés identitaires. La définition de Brubaker est opérationnelle puisque, appliquée au contexte des sociétés globalisées, elle étend l'aire conceptuelle et empirique du modèle classique axé sur la relation linéaire entre le migrant et le pays d'origine.

À notre avis, «le complexe des pratiques» (critère de définition de la diaspora) doit être corrélé avec le type de *situation sociale* – acteurs, pratiques et contextes symboliques. D'ailleurs, «a stance, a claim, a complex of practices» peuvent être appliqués aussi pour définir d'autres phénomènes sociaux (mouvement sociaux, organisations, politiques, etc.). La diaspora ne peut être réduite ni à des «entités», ni à un «projet» ou à des «pratiques» déconnectées de la situation sociale – d'un univers de normes, symboles et relations spécifiques. Si «les projets» sont traités de manière autonome, sans une dimension contextuelle, alors il est difficile de comparer «des projets» ou d'identifier des stratégies de recontextualisation dans la construction du projet.

On peut trouver une autre manière d'aborder l'identité diasporique dans les recherches intéressées par les *pratiques de vie quotidienne* des migrants (Diminescu & Pasquier, 2010; Boccagni, 2010). Ces recherches traitent de façon critique l'approche de la diaspora sous la forme de collectivités données, constituées, typiques pour un soit-disant mode d'action diasporique. On constate un point commun avec la discussion initiée par Brubaker, à savoir la critique des analyses qui approchent la diaspora sous la forme des «entités» (Brubaker) et des «comportements diasporiques». «Diasporique» devient ainsi une étiquette conceptuelle pour une vision schématique sur la diaspora, appuyée sur des généralisations et des discours dominants. L'essentialisme / le substantialisme, comme type d'analyse et de raisonnement analytique, construit le *caractère naturel* de certains phénomènes, situations et acteurs. L'opération principale sur laquelle s'appuie l'approche essentialiste consiste en l'utilisation d'un langage et de catégories holistes (du type «les Roumains de l'étranger») par lesquels on introduit et on légitime des actions, des acteurs et des groupes, tout comme le rôle causal de certains phénomènes sans tenir compte du spécifique des situations (du contexte de pouvoir, de l'univers normatif, etc.). Autrement dit, une «réalité» (acteurs sociaux, phénomènes, situations,

etc.) est redéfinie comme *instance* ou *entité* qui agit et se manifeste conformément à une certaine intentionnalité, fonction ou rôle¹. Cette approche élude les particularités contextuelles de la réalité qu'on veut expliquer, ainsi que les processus socio-cognitifs et culturels par lesquels les acteurs sociaux interprètent la réalité.

Robins et Askoy (2000) discutent de manière critique cette approche dans le contexte des études sur la consommation des médias transnationaux par les migrants. De telles recherches, la majorité de facture ethnographique, devraient être pertinentes pour la culture et les contextes transnationaux et non seulement pour une perspective de l'appartenance à une société nationale. Les auteurs soulignent que le transnationalisme représente «une nouvelle situation culturelle» qui s'articule dans l'interaction entre «national» et «transnational» (Robins & Askoy, 2000, p. 44). Les recherches ne devraient pas être limitées à une soit-disant «agenda culturel diasporique» (Robins & Askoy, 2000, p. 45) axé plus sur des «catégories» et des «groupes» de migrants et moins sur la manière dont les individus développent une certaine réflexivité dans des situations transnationales diverses. Selon Robins et Askoy, les situations transnationales représentent plus que la dispersion des acteurs sociaux dans l'espace, elles se configurent sous la forme de styles de vie et de pratiques socio-culturelles émergentes: «We shall be concerned with the cultural potential that may be inherent in these transnational developments as they occur at the level of everyday experience. And we shall be particularly attentive to the possibilities that these new connections may be creating for moving beyond the agenda of national identity and the frame of imagined community» (Robins & Askoy, 2000, p. 45). Ces styles de vie incorporent également la relation avec le *homeland*, configurée non seulement sous la forme de projets collectifs, mais aussi de significations, de pratiques partagées et d'habitus. Weinar (2010) souligne à cette égard que «transnational community can be seen as a migrant community whose members engage freely in real networks linking them to their home country. This relationship is neither mythical nor visionary; it is lived through practices of everyday life» (Weinar, 2010, p. 76).

En ce qui concerne le «potentiel culturel intrinsèque» du transnationalisme, il faudrait ajouter que les pratiques et les formes de réflexivité développées par les migrants dans les situations transnationales peuvent être abordées également comme des *positionnements* par rapport à différents contextes de pouvoir, y compris par rapport à des logiques d'appartenance et à des «communautés imaginées». Il est significatif en ce sens le concept de «la dialectique mobilité – fermeture» (*mobility – enclosure dialectic*) introduit par O'Reilly (2007) pour mettre en évidence, d'une part, les contradictions générées par les politiques spécifiques à la mobilité globalisée et, de l'autre, par une série de conditions structurelles politiques, réglementations) qui rendent difficile l'intégration des migrants dans les champs sociaux du lieu d'accueil. Ces contradictions structurent les représentations sur l'appartenance des migrants qui se confrontent à la fois aux «processus de la mobilité et à ceux qui renforcent les frontières et les liens avec les lieux d'origine» (O'Reilly, 2007, p. 277).

Or, l'analyse de la manière dont les migrants assument «l'expérience diasporique» en réinterprétant les formes d'appartenance est une dimension des situations transnationales. On peut mettre ainsi en évidence les pratiques de résistance symbolique ou de reconstruction identitaire – de multiples logiques d'interaction (individuelles, collectives, locales, nationales, virtuelles, etc.). Les situations transnationales ont aussi un caractère normatif, dans le sens où elles génèrent des contextes symboliques (valeurs, symboles, normes, pratiques, etc.) et des types de discours (culturel-philosophique, politique, institutionnel, académique, etc.). L'analyse des situations transnationales suppose la mise en exergue non seulement de l'ex-

périence individuelle et collective, mais aussi des mécanismes institutionaux et symboliques par lesquels on institue des «contrats de communication» divers sur le transnationalisme. La réflexivité des migrants comme acteurs sociaux, le repérage des manières individuelles et collectives dont ils construisent des significations et des pratiques peuvent être une dimension essentielle de la recherche actuelle. Les processus par lesquels se structurent «les rhéoriques transnationales» deviennent également pertinents: pratiques rituelles et mécanismes symboliques tant «top down» que «bottom up», dans la sphère institutionnelle, dans des communautés et des groupes.

3. La diaspora – une catégorie socio-culturelle

Les approches culturalistes analysent la manière dont les migrants construisent des actions collectives et des logiques de résistance dans le rapport à l'état-nation du pays d'origine, mais aussi vis-à-vis des problèmes spécifiques de la globalisation, comme les processus d'homogénéisation ou la naturalisation des discours hégémoniques (Morales & Jorba, 2010; de Fina & King, 2011; Bonini, 2011). Ce qui intéresse est l'agentivité (*the agency*) d'un acteur social, sa capacité de redéfinir les rapports de pouvoir, y compris les rapports inter-ethniques dans le pays d'accueil (Prieto-Flores & Sordé-Martí, 2011). Du point de vue descriptif, la diaspora est associée aux communautés ethniques ou groupes sociaux qui partagent des valeurs et des comportements, mais du point de vue analytique il s'impose l'idée d'un acteur social générique pour différentes formes d'activisme social dans des contextes transnationaux. D'ailleurs, les modalités de dénomination dans la littérature académique varient de «mouvements diasporiques», «communautés diasporiques», «populations diasporiques» à «la télévision diasporique», «projet diasporique» ou «sujets diasporiques», chacun mettant en évidence une manière d'action collective par rapport à des problèmes comme la discrimination, l'appartenance à la nation ou formes d'exclusion diverses.

Le rôle de la diaspora comme agent social de changement et catégorie socio-culturelle doit être nuancé en fonction de la spécificité de la conjoncture sociale, d'une part, et des effets structurants de la globalisation et du transnationalisme, en ce qui concerne la formation des identités collectives, de l'autre.

À ce point, sont mises en évidence les théories post-modernes et socio-constructivistes sur l'identité selon lesquelles les identités ne sont pas «données» et ne s'appuient pas nécessairement sur un «noyau dur» de traits («le soi») qui impliquerait de la stabilité, de la continuité, de l'homogénéité et un certain déterminisme social. L'identité se relève par la façon dont les acteurs sociaux construisent des discours sur soi, le positionnement par rapport à des événements, thèmes et problèmes. Toute une littérature développe en ce sens le concept d'identité «fluide», «liquide», «complexe» et émergente dans le contexte (Grad & Martín Rojo, 2008, p. 4).

Brubaker (2004) considère que les deux modèles de conceptualisation de l'identité, le modèle essentialiste (ledit modèle «fort»), mais aussi le post-moderne (la version «faible») engendrent en fait la *réification* de l'identité sous la forme de groupes ou d'acteurs collectifs qui auraient des buts semblables et présenteraient une ressemblance interne, d'où l'effet idéologique appelé par l'auteur «groupisme». Brubaker nous propose d'utiliser à la place du concept d'«identité», «l'identification» et, de manière complémentaire, les concepts d'«auto-identification» et de «compréhension de soi» («self-understanding»). Ces concepts alter-

natifs renvoient, selon l'auteur, à une série de schémas socio-cognitifs «intrinsèques à la vie sociale» de l'individu, indiquant comment et quand les individus construisent des significations et des interprétations sur soi, sur les autres et sur le monde (Brubaker, 2004, p. 18). Autrement dit, l'analyse des manières dont les individus et les institutions utilisent des divers schémas narratifs ou des types de catégories pour interpréter des expériences, des actions ou des événements permet d'éviter: 1) la réification de l'identité, 2) la compréhension non-instrumentale de l'action des acteurs sociaux et 3) la légitimation *a priori* de certaines «identités» par différents types de discours ou par des typologies définies ad hoc («identificateurs»).

L'analyse critique développée par Brubaker sur ce qu'il appelle «la politique de l'identité», à savoir la tentative de légitimer de façon stratégique des «identités», des «groupes» et des «catégories» comme s'ils étaient «naturels», s'inscrit dans la ligne des recherches intéressées par la construction hégémonique des discours publics (la même tendance se retrouve également dans la sphère de la vie quotidienne où les acteurs sociaux s'identifient, eux-mêmes, et désignent les autres en «naturalisant» une série de catégories – Brubaker considère ces pratiques comme une «micropolitique des catégories» (2004, p. 13). Or, cette perspective – la politique de l'identité – peut justifier par elle-même le concept d'«identité».

Premièrement, l'approche de l'«identité» dans l'analyse critique des discours institutionnels et de ceux de la sphère privée attire l'attention sur les pratiques par lesquelles les acteurs sociaux légitiment les catégories, les problèmes et les états de fait – donc on y facilite la déconstruction des discours (avec l'observation que, dans la sphère de la vie quotidienne, la tendance des gens à mobiliser des «identités» n'est pas toujours l'expression d'une stratégie, mais indique plutôt un habitus). Deuxièmement, l'«identité» peut être utilisée comme une catégorie analytique de la théorie sociale pour mettre en évidence certains patterns d'une sphère sociale partant des analyses empiriques. Dans ce cadre, comment pourrait-on expliquer les *identités émergentes*? C'est en analysant les *processus d'identification* des acteurs sociaux, mais aussi la *dimension symbolique* de ces processus dans un contexte, dans une situation, par rapport à un imaginaire social. L'identification suppose la mobilisation des images sur soi et sur les autres, de certaines «identités» et significations médiatisées par des «identificateurs» divers (médias, politiques, organisations, leaders, etc.), mais qui sont redéfinies et constamment «disloquées»². Les acteurs sociaux eux-mêmes opèrent avec «des identités» dans les processus d'identification.

Une solution raisonnable serait l'utilisation des deux concepts: l'*identification* indique de manière plus prégnante, la *construction* de l'identité et l'*activité* par des processus socio-cognitifs; l'*identité* peut attirer l'attention sur la dynamique de la redéfinition d'un contexte symbolique dans la société, une institution ou un groupe. En fait, l'utilisation des «identités», sans le risque d'expliquer de manière «universelle» les actions des gens ou les styles de vie, dépend d'abord du rapport entre les discours analytiques et la construction du corpus empirique; deuxièmement, souligne El Sghiar (2011), cela dépend d'un type de recherche qui rend possible l'analyse des différenciations et de la diversité: «The current society has changed from a migration into a diasporic society in which diversification will continue to increase. This confronts us with a scientific challenge, as the concepts we used in the past decades can no longer describe this reality accurately. What is often being analysed is the world we create, rather than the world that exists» (El Sghiar, 2011, p. 451). Troisièmement, selon Billig (2008), sont également importants les *choix* du chercheur / communicateur concernant les constructions linguistiques et conceptuelles de telle sorte que le langage utilisé n'institue pas d'effets idéologiques comme la *réification* ou la suppression de l'*agentivité*: «On occasions

speakers/writers may find it easier not to consider the range of options that are available to them, but to go along with familiar, linguistic habits» (Billig, 2008, p. 797).

Dans cette étude nous abordons les identités «fluides» comme une dimension des communautés diasporiques, ce qui n'exclue pas en revanche l'analyse de la construction identitaire à travers des éléments de continuité ou relativement stables. Il est important, par contre, que la mise en évidence des identités sociales, des identités «fluides» ou des *processus d'identification* ne se transforme pas, à son tour, dans un discours essentialiste. En paraphrasant de nouveau Billig, dans l'analyse des acteurs sociaux, des institutions ou des pratiques «we must use language in order to make our investigations» (Billig, 2008, p. 783).

D'ailleurs, certains auteurs étudient la coexistence de la diversité et de la continuité dans les processus de construction identitaire: «It remains widely taken for granted that some sense of continuity of self, the anticipation of a future and a memory of the past, is intrinsic to the human condition and this is often implicit, if not openly acknowledged in much social theory. A combination of diversity and fluidity on the one hand and of core and continuity on the other is not a paradox for traditions that discuss the social construction of 'the self'» (Grad & Martín Rojo, 2008, p. 9).

L'aspect de la *continuité* dans la construction identitaire des communautés diasporiques connaît un développement spécifique dans la littérature sur le transnationalisme. Cette approche opère avec une série de distinctions conceptuelles comme celle entre la globalisation et le transnationalisme (Georgiou, 2006) ou entre le transnationalisme et la diaspora (Bauböck, 2010). Ainsi, si la globalisation supposerait des *logiques unificatrices* au niveau culturel et économique et, corrélativement, des manières de *résistance symbolique* articulées à l'échelle locale, le transnationalisme suppose la *coexistence* et, à la fois, l'interconnexion de logiques diverses d'appartenance, de communication et de mobilité. L'appartenance à de multiples espaces socio-culturels et la construction de pratiques et de réseaux de connectivité et de médiation entre ces espaces sont des éléments de base pour comprendre le transnationalisme. Appliqué à la diaspora, le transnationalisme indique des pratiques et des positionnements identitaires qui se configurent par la «co-présence» des espaces géographiques et socio-culturels à différentes échelles de la vie quotidienne et publique. Myria Georgiou met en évidence en ce sens le caractère multidimensionnel des identités diasporiques: «The diversity and different levels of intensity of spatial belongings reflect the multidimensionality of identities, that coexist, codepend and which cannot be holistic or framed within a single place any more. Even a single identity, like the diasporic, is not singular and remains viable only through the multiple interweaving of different spaces and relations of belonging» (Georgiou, 2006, p. 10). De ce point de vue, la diaspora est comprise plutôt comme une catégorie socio-culturelle significative pour la globalisation, le transnationalisme et leurs effets structurants.

La littérature dans ce domaine traite du transnationalisme comme une catégorie analytique et méthodologique qui structure les différentes manières de recherche de la migration et de la diaspora (Georgiu, 2007, p. 28), mais ayant une prémisse commune, à savoir: la co-présence de multiples relations d'appartenance qui mettent en forme les pratiques de la vie quotidienne, projets politiques y compris.

4. La diaspora – une pratique du discours

Comme nous l'avons vu, les recherches consacrées à la diaspora discutent la tendance de considérer la diaspora comme un concept et un phénomène, de manière interchangeable (par exemple, migration et diaspora, diaspora et communautés transnationales). Bauböck (2010) soulève le même problème par le constat de la superposition de la diaspora avec le transnationalisme et Faist (2010) souligne que toute communauté transnationale n'est pas diaspora. Pour clarifier ce problème, Bauböck considère que le transnationalisme ne doit pas nécessairement être opposé au nationalisme méthodologique, comme on le constate souvent, mais il ne doit pas non plus être intégré dans la même sphère explicative que le cosmopolitisme ou le multiculturalisme (2010, p. 310). Selon l'auteur, *le transnationalisme* est «une perspective analytique», un cadre d'analyse pour des réalités sociales globalisées diverses et des phénomènes transfrontaliers de la communauté politique nationale. En revanche, la diaspora est considérée «comme un cas de figure du transnationalisme» (Bauböck, 2010, p. 317) se référant tout d'abord à des acteurs collectifs, non-institutionnels, ayant une identité diasporique formée par dispersion territoriale, une certaine continuité d'une génération à l'autre, participant à différents réseaux d'interaction transnationale (critères normatifs dans la définition de la diaspora). Sous l'étiquette «Diaspora» peuvent agir aussi des acteurs qui ne font qu'utiliser «le langage de la diaspora» pour légitimer des projets politiques, engendrant des identités collectives diasporiques.

L'auteur limite l'acception de la diaspora à un «projet politique», à savoir un type de *discours* sur l'appartenance à une communauté politique (tout d'abord en contexte transnational) et, de ce point de vue, les deux concepts, «transnationalisme» et «diaspora», ne sont plus interchangeables, mais deviennent complémentaires: «We therefore need to trace as well the public discourses that construct transnational citizenship not merely as legal statuses and rights, but also as a significant way of belonging to a political community. Bringing practice and discourse dimensions into the analysis of transnational citizenship creates a bridge to the study of diaspora» (Bauböck, 2010, p. 299). L'auteur développe la ligne de Brubaker, mais, par opposition à celui-ci, il prend en considération les particularités contextuelles du «projet» diasporique, acteurs, intérêts, élites et «current conditions», divers mécanismes symboliques par lesquels les formes d'engagement dans un projet diasporique se structurent tant «top down» que «bottom up».

Le potentiel de cette approche est qu'elle rend possible l'analyse à la fois de certaines formes d'activisme et du positionnement ou de la réflexivité d'un acteur individuel ou de groupes qui n'ont pas nécessairement de visibilité publique. La diaspora comme discours met en évidence les *répertoires* de la mobilisation politique tout comme *l'expérience diasporique* ou ce que O'Reilly appelle «*experiences of belonging and the nature of concrete ties*» (O'Reilly, 2007, p. 277). En ce sens, nous considérons que «l'expérience diasporique», à savoir les positionnements des migrants sur leurs expériences en cours, peut révéler des formes d'engagement réflexif, voire, l'appropriation *des échelles coexistantes* de distance culturelle et territoriale. De ce point de vue, la question est si *le positionnement* par rapport à des espaces d'appartenance, problème ou événement dans un contexte public ou semi-public doit nécessairement engendrer un projet collectivement assumé (condition que Bauböck considère nécessaire) ou bien si la *réflexivité* et la *compétence critique* de l'individu et des groupes peuvent aussi être rélevantes pour un «projet diasporique».

5. La diaspora et le capital symbolique de la nation

L'approche de la diaspora dans la perspective du transnationalisme met en évidence, entre autres, la *constitution* des communautés diasporiques. Ces approches s'intéressent aux conditions de production d'une *communauté d'interprétation et d'action* (dans le sens de la notion utilisée par Brubaker, «groupness») par rapport à un problème ou événement. Essentiellement cette perspective explique la variété des processus qui mènent à des *formes émergentes* de la diaspora, évitant ainsi une approche déterministe-essentialiste de la diaspora comme «groupe institué» ou «communauté imaginée».

Le transnationalisme couvre aussi des approches axées sur la manière de construction de politiques par les Etats-nation, y compris des interprétations de la diaspora. Ainsi, le transnationalisme politique (Bauböck, Gamlen) prend en considération les mécanismes politiques et symboliques par lesquels l'Etat-nation incorpore la diaspora dans les systèmes étatiques et dans «la société nationale» (Gamlen, 2008). Toute une série d'études sur ce thème discutent si et comment les Etats devraient s'engager à mobiliser la diaspora sans affecter de quelque manière que ce soit la souveraineté de l'Etat d'accueil, les libertés individuelles des migrants et le rapport symbolique des citoyens du pays d'origine avec ceux de l'extérieur du pays (Gamlen, 2008).

Le transnationalisme politique soulève aussi le problème de l'identité diasporique. L'un des aspects les plus débatus se réfère au fait que les politiques consacrées à la diaspora instituent des identités «top-down» ou des groupes qui ne seraient pas en fait significatifs pour l'expérience quotidienne individuelle et communautaire des migrants dans le pays d'accueil et dans différents contextes d'interaction transnationale. D'ailleurs, pour ces auteurs, les politiques qui ont comme objectif la mobilisation de la diaspora s'adressent plutôt aux leaders ou aux cercles visibles des migrants (mais seraient-ils vraiment représentatifs pour la diaspora «authentique»?). Pour le poser dans les termes de Brubaker, par ces politiques les états agissent comme des «identificateurs», produisant des «bounded groups» définis à travers des arguments «universalistes».

Bien évidemment, pour répondre à la question «qui fait la diaspora?» nous devons tenir compte du niveau analytique avec lequel nous opérons. La fonction d'«*identificateur*» est constitutive pour l'Etat, mais elle peut être déconstruite en mettant en évidence les processus et les mécanismes par lesquels l'Etat arrive à «définir» de manière symbolique la diaspora. Ho (2011) introduit en ce sens le syntagme «stratégies de la nouvelle citoyenneté extraterritoriale» (*new extraterritorial citizenship strategies*) pour marquer les stratégies de production de la diaspora, mais aussi pour rendre possible une analyse critique de leurs effets – par exemple la mise en visibilité de certaines catégories des migrants, y compris des identités symboliques.

L'identité diasporiques, comme expression de certaines politiques, doit être mise en rapport également avec le problème de la citoyenneté. En quelle mesure la citoyenneté est-elle toujours rélevante dans la formation de l'identité diasporique? Hansen (2009) analyse de manière critique lesdites approches «post-nationalistes» qui soutiennent que la citoyenneté nationale ne serait plus si importante dans la constitution des identités diasporiques, vu la variété des formes d'appartenance, mais aussi la réglementation des droits individuels par leur subordination à la «résidence permanente». L'auteur considère que la citoyenneté est celle qui assure aux individus, en tant que membres d'une communauté politique, des droits politiques appuyés sur des valeurs politiques libérales. Minimiser la citoyenneté ne ferait qu'amplifier des problèmes comme la violation des valeurs politiques libérales, le chômage

et, en général, la marginalisation économique au sein des minorités ethniques de l'Europe. De ce point de vue, les politiques relatives à la diaspora contribuent à l'exercice et à la consolidation de la citoyenneté en contexte extraterritorial. La citoyenneté est considérée comme une «structure d'opportunité», y compris pour la «mobilité au-delà des frontières internationales» (*mobility across international borders*) (Bauböck, 2010).

La construction étatique de politiques et d'acteurs diasporiques met en évidence différentes *logiques d'instrumentalisation* de la diaspora (Weinar, 2010). La diaspora devient un thème de l'agenda politique mobilisée dans les arènes des discours politiques-électoraux (La Commission européenne a élaboré également des politiques concernant des diasporas engagées). Ainsi, les discours politiques s'appuient souvent sur le cadrage de la diaspora en tant qu'«acteur émergent de politiques» (*an emerging policy actor*) ou «agent de politique de développement» (*agent of development policy*) (Weinar, 2010, p. 74).

Un exemple en ce sens est la construction de l'agenda politique dans le contexte de la migration de la main d'œuvre au sein de l'UE, phénomène qui s'est accéléré avec l'élargissement de l'UE et avec la libéralisation de la circulation de la main d'œuvre. Ainsi, dans les pays qui sont devenus récemment membres de l'UE, à savoir les pays de l'ancien bloc communiste comme la Roumanie, la Bulgarie ou la Pologne, la migration de la main d'œuvre est devenue un thème de l'agenda permanent. Pour ces pays, la libéralisation de la circulation de la main d'œuvre dans l'espace européen a signifié, parmi d'autres, l'apparition de la migration temporaire comme phénomène de société – des catégories sociales qui vont dans des pays de l'UE pour travailler pendant une période déterminée et qui commencent ainsi à construire des trajectoires différentes entre le pays d'origine et le pays d'accueil (par exemple le retour dans le pays d'origine pendant les vacances, le contract de travail pour un intervalle de six mois dans le pays d'accueil suivi de six mois dans le pays d'origine, un calendrier aléatoire en ce qui concerne la navette entre le pays d'origine et le pays d'accueil, etc.).

En Roumanie, le thème de la migration de la main d'œuvre s'impose au fur et à mesure dans le débat public et dans la communication politique, instituant un imaginaire des «Roumains partis pour travailler à l'étranger». Dans la presse apparaissent des désignations comme «les Roumains d'Espagne», «les Roumains d'Italie» «la nouvelle diaspora» ou «la diaspora» et certaines d'entre elles constitueront des rubriques quotidiennes, marquant ainsi la valorisation de ce thème pour le savoir public. Les références aux migrants deviennent fréquentes dans le discours politique – le phénomène de la migration est utilisé comme un argument institutionnel ou électoral pour légitimer des politiques et initier un processus d'institutionnalisation (la création d'agences gouvernementales, l'initiation de campagnes de communication, débats publics sur «le vote de la diaspora»).

Cependant, la migration de la main d'œuvre devient un *cadrage* pour d'autres thèmes intensément débattus au sein de la société roumaine. Après la chute du régime communiste en 1990, les médias, la société civile et la classe politique évoquent fréquemment dans le débat public le problème de l'image internationale du pays. Le débat s'intensifie dans la période des négociations qui ont précédé l'adhésion à l'UE et surtout après ce que la Roumanie devienne membre de facto de l'UE en 2007. Dans ce contexte, le thème de la migration de la main d'œuvre est progressivement incorporé dans le débat plus vaste sur la capacité des systèmes politiques-institutionnels du pays, d'une part, et sur la construction symbolique de la communauté imaginée, de l'autre. Bref, dans ces débats politiques-médiatiques ou civiques l'interpellation du politique coexiste avec une série d'interrogations identitaires-ethniques

sur la crise des valeurs de la période communiste et les évolutions contradictoires dans la reconfiguration des solidarités collectives et des valeurs sociétales.

Pour comprendre l'approche de la main d'œuvre dans les débats politiques-identitaires il faut tenir compte des *patterns* dominants de visibilité publique de la migration. La presse et la télévision ont consacré certaines représentations des migrants, focalisées sur les migrants comme héros positifs (anonymes, auteurs d'événements considérés méritoires dans les pays d'accueil) et comme héros négatifs (des anonymes qui commettent des infractions dans les pays d'accueil) (Beciu, 2012). La construction médiatique de la migration sous la forme de catégories génériques comme les héros, coupables ou victimes, ont généré des arguments pour le débat public en cours concernant l'image internationale de la Roumanie. Autrement dit, dans la sphère politique-médiatique la migration de la main d'œuvre est traitée comme une *ressource* pour le *capital symbolique de la nation*. D'ailleurs, les médias et la sphère politique utilisent le terme de «diaspora» surtout dans des contextes de pouvoir, dans lesquels la diaspora compte comme entité (se référant au «vote de la diaspora», «les Roumains de la diaspora», «les représentants de la diaspora», les filiales des partis politiques dans «la diaspora» du type «le président de la diaspora», «la réaction de la diaspora» face à un événement, etc.).

La visibilité et la signification du phénomène de la migration sont réduites en grande partie à un répertoire limité de faits qui contribuent au ou bien au contraire diminuent le capital symbolique de la nation. Les pratiques de médiatisation de la migration récente constituent une dimension d'un *problème public* – la construction de l'image de la nation comme politique et action publique.

Autour du concept de «nation branding» s'est articulée une catégorie émergente de travaux sur la manière dont «nation branding operates as a new site upon which national identities and globalization come into contact and are reconfigured in the post-communist environment» (Kaneva, 2011, p. 5). La littérature dans ce domaine considère «nation branding» un concept spécifique au marketing transféré dans la sphère de la politique gouvernementale, tout en restant cantonné plus au niveau d'un discours institutionnel tactique, dans «le back stage». Par comparaison, dans les pays post-communistes «nation branding» est non seulement un concept mais aussi un type de *problème public*. «Nation branding» passe du discours institutionnel et expert dans la sphère médiatique et dans des discours publics divers, y compris dans la vie quotidienne. Les actions des gouvernements en matière de *nation branding* (l'initiation d'une campagne de construction de l'image du pays) acquièrent de la visibilité publique tout en étant débattues et contestées. Ce contexte explique partiellement le positionnement normatif-éthique de la classe politique, des médias et des différents milieux sociaux par rapport au «rôle» de la diaspora. Le discours public attribue une responsabilité morale à la diaspora tant en ce qui concerne «l'image du pays» que par rapport à «ceux qui sont restés à la maison». De ce point de vue, la migration de la main d'œuvre est mentionnée comme une circonstance subsidiaire, incorporée dans un discours factuel sur les Roumains de l'étranger et leurs actions considérées exemplaires ou, bien au contraire, négatives en termes d'image nationale.

6. La diaspora – représentations médiatiques

Les médias comme «texte» mettent en circulation des représentations sur des individus, des groupes, des communautés ou des nations, légitimant des identités et des conceptions di-

verses sur «des problèmes» qui nous préoccupent. De ce point de vue les médias sont l'un des plus puissants «identificateurs», construisant des catégories, des groupes, des caractères ou des images que l'on considère homogènes ou, selon le cas, globaux. La qualité délibérative du discours médiatique dépend de la mesure dans laquelle on évite les stéréotypes, les formes de généralisation et les interprétations *prises pour acquises* sur les migrants, la migration et la diaspora.

Les représentations médiatiques diffusent un type de «proximité sociale et culturelle» entre le consommateur et «l'autre», ainsi que des «connexions» culturelles et «des contextes d'imagination» (Bailey & al., 2007). Chouliaraki (2006, 2011) analyse le discours médiatique dans la perspective d'une «éthique de la médiation», mettant en évidence la manière dont une construction discursive du «texte médiatique» oriente le public vers une forme de solidarité, responsabilité sociale et action publique par rapport à la souffrance de l'«autre distant» – un public qui ne demeure pas pour autant cantonné dans un régime de la compassion ou d'un intérêt de façade.

À partir de cette *dimension performative* des médias, les représentations sur les migrants médiatisent-elles pour le public un sens de l'engagement de sorte que «leurs» actions soient perçues comme pertinentes et sensibles pour le «nous» de la proximité? En quelle mesure les médias orientent-ils le public à se rapporter à l'expérience diasporique des migrants par des perceptions de soi et des positionnements formés dans des contextes définis par différentes productions de frontières (Culic, 2012) ou bien au contraire, les médias se limitent à la légitimation de catégories, «cas», «identités»? (Ciocea & Cârlan, 2012).

Le discours médiatique est aussi une ressource de médiation de la situation transnationale. L'une des lignes d'exploration du discours médiatique porte sur le cadrage de certains positionnements et identités, vu la *coprésence* d'espaces socio-culturels nationaux et transnationaux. Il faut voir d'abord si les médias mettent en forme des représentations et des savoirs prenant en compte à la fois la perspective nationale, ainsi que des pratiques socio-culturelles rélevantes pour la culture de la mobilité, de la globalisation et du transnationalisme. Ou bien si l'agenda médiatique, le langage et les types de cadrage, les dispositifs médiatiques abordent la migration, la diaspora et le transnationalisme comme étant constitutifs des sociétés nationales et en même temps globalisées. Un *continuum* entre des espaces d'appartenance au pays d'origine et les espaces transnationaux. Pour des auteurs comme Georgiou, la communication transnationale s'appuie sur une relation «between shared communal consumption and the construction of the communal (mediated) symbols and meanings» (Georgiou, 2006, p. 73). Autrement dit, agir et communiquer en perspective transnationale suppose des formes de médiation entre différentes échelles et frontières spatiales ou temporelles, entre des publics, entre des genres de discours et des pratiques de consommation.

Par exemple, la migration de la main d'œuvre dans l'UE représente un phénomène qui est apparu dans le contexte de l'extension de l'UE et de l'*européanisation* des politiques nationales et des cultures publiques. Or, du point de vue de la recherche il est important d'analyser si la diaspora continue d'être comprise et problématisée comme une réalité plutôt «extérieure» à la société, un phénomène «à distance» (le cas échéant récupéré par l'agenda politique-médiatique) ou bien, au contraire, si la presse propose des images diverses et nuancées sur l'*expérience diasporique*. Un discours médiatique qui introduit *des catégories génériques* du type «les Roumains de l'étranger» ou «la diaspora» indique l'*instrumentalisation* de ce thème – une stratégie d'argumentation dans le contexte de l'interaction entre médias et différentes structures politiques (leaders, partis, gouvernement, politiques, etc.). La visibilité des migrants en

situations variées, relevant des expériences et des postures réflexives institue en échange la signification d'une *réalité constitutive* de la société.

7. Conclusions

Cet article propose l'ouverture d'un débat sur le rapport entre la diaspora-concept et la diaspora-phénomène et pratique. Nous avons étudié notamment si la notion d'identité est une ressource analytique pour la compréhension conceptuelle et empirique de la diaspora. Quelle pertinence pour *l'identité diasporique*?

L'article dégage différentes manières d'appréhender la diaspora: *diaspora comme catégorie socio-culturelle*, *diaspora – pratique du discours*, *diaspora – ressource institutionnelle* et *diaspora – représentation médiatique*. Chacune de ces approches met en évidence des problèmes analytiques spécifiques sur le potentiel explicatif de la notion d'identité, plus précisément d'identité diasporique.

Ainsi, «la diaspora comme catégorie socio-culturelle» est une approche en termes d'acteurs et de types de pratiques relevant pour la globalisation et le transnationalisme: s'agit-il d'actions collectives de résistance, de projets politiques ou de pratiques de la vie quotidienne, l'idée d'un acteur social générique pour les situations transnationales s'y impose.

«La diaspora comme pratique du discours» vise les mécanismes discursifs de production d'un «projet politique» collectivement assumé – un type de *discours* sur l'appartenance à une communauté politique en situations spécifiques.

«La diaspora comme ressource institutionnelle» et «la diaspora comme représentation médiatique» font valoir la construction symbolique de la diaspora par l'intermédiaire d'«identificateurs» (au sens de Brubaker). La première indique une *logique d'instrumentalisation* de la diaspora (Weinar, 2010) gérée par des structures politiques-gouvernementales. La diaspora devient un thème de l'agenda politique, étant utilisée comme argument dans l'élaboration des politiques. L'enjeu est de légitimer la diaspora comme acteur significatif dans la construction des politiques de l'Etat du pays d'origine. «La diaspora comme représentation médiatique» accentue la dimension performative du discours médiatique, capable d'instituer des catégories, «des cas» et «des identités» diasporiques et ainsi de médiatiser pour le public une certaine forme de compréhension et de distance-proximité face à la situation transnationale.

Analysant ces modèles théoriques, l'article discute certaines limites analytiques dans la compréhension du rapport entre *le concept* (définitions de la diaspora), les *pratiques* (formes de réflexivité individuelle et collective, pratiques d'appartenance et d'engagement, pratiques de solidarité et de résistance, etc.) et le problème de *l'identité diasporique*.

Comme nous l'avons vu, les recherches sur la diaspora varient des études focalisées sur «le projet diasporique» comme mode d'action (et sur ses conditions de production) à des études qui mettent au cœur de l'attention différentes formes d'agentivité, activées par des acteurs collectifs plus ou moins stables du point de vue de l'identité (comme les communautés transnationales); des études qui discutent les identités collectives par rapport à la vie quotidienne aux études qui portent sur la construction (médiatique, politique) des identités diasporiques.

On peut dégager d'abord une *limite contextuelle*. Comment pourrait-on expliquer par exemple les projets diasporiques *émergents*, ceux qui redéfinissent certaines revendications, pratiques, un éthos avec ses rhétoriques propres déjà instituées dans un champ d'action si

nous ne corrélons pas «le projet» respectif avec un type de situation sociale, symboliquement et normativement structurée?

Deuxièmement, est-ce que «le projet diasporique» se réfère uniquement à des actions collectives et à des revendications socio-politiques, ou bien aussi à *l'expérience* diasporique de l'individu et des groupes? Autrement dit, de quelle manière les migrants assument ou performent une identité? Quels types de positionnement par rapport aux «catégories» que les médias ou la classe politique leur appliquent? Relever donc la *compétence critique des acteurs sociaux* s'avère un enjeu de ces recherches.

Finalement, quels rapports se génèrent entre les particularités communautaires et «le projet diasporique» en tant que forme d'engagement public? En quelle mesure la *coexistence* d'échelles d'action publique et d'appartenance devient-elle une condition de production de l'identité diasporique? L'analyse des manières dont les migrants mobilisent des significations et des pratiques communautaires en situation d'engagement public et donc l'analyse de la formation des «espaces diasporiques» ou «arènes diasporiques» peut contribuer à la mise en évidence de la *coexistence* des formes identitaires diverses, «stables» et «fluides», tout comme à leur *reconfiguration*.

Notes

¹ Par exemple, en parlant des mérites d'un pianiste, certains commentateurs ont l'habitude de dire qu'il a été formé dans une école allemande de piano ou française, roumaine, etc. On fait référence de cette façon à une certaine tradition ou style pédagogique comme si c'étaient des instances par lesquelles s'expliquent différents phénomènes, événements, etc.

² «identifiants» (R. Brubaker, 2004).

Références

1. Aksoy, A., Robins, K. (2000). Thinking across spaces. Transnational television from Turkey. *European Journal of Cultural Studies*. August vol. 3. no. 3, 343-365.
2. Bailey, O. G., Georgiou, M., & Harindranath, R. (2007). Introduction: Exploration of Diaspora in the Context of Media. In O. G. Bailey, M. Georgiou & R. Harindranath (Eds.). *Transnational Lives and the Media. Re-Imagining Diaspora* (pp. 1-8). New York: Palgrave Macmillan.
3. Bailey, O. G., Georgiou, M., & Harindranath, R. (Eds.) (2007). *Transnational Lives and the Media. Re-Imagining Diaspora*. New York: Palgrave Macmillan.
4. Bauböck, R. (2010). Cold constellations and hot identities: Political theory questions about transnationalism and diaspora. In R. Bauböck & T. Faist (Eds.) *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods* (pp. 295-323). Amsterdam University Press.
5. Beciu, C. (2012). Diaspora și experiența transnațională. Practici de mediatizare în presa românească. *Revista Română de Sociologie*. Serie nouă, XXIII(1-2), 49-66.
6. Billig, M. (2008). The language of critical discourse analysis: the case of nominalization. *Discourse & Society*. SAGE Publications. 19(6), 783-800.
7. Boccagni, P. (2010). Private, public or both? On the scope and impact of transnationalism in immigrants' everyday lives. In R. Bauböck & T. Faist (Eds.). *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods* (pp. 185-203), Amsterdam University Press.
8. Bonini, T. (2011). The media as 'home-making' tools: life story of a Filipino migrant in Milan. *Media, Culture & Society*. 33(6), 869-883.

9. Brubaker, R. (2004). *Ethnicity without groups*. Harvard University Press.
10. Brubaker, R. (2005). The 'diaspora' diaspora. *Ethnic and Racial Studies*. 28(1), 1-19.
11. Chouliaraki, L. (2006). Towards an Analytics of Mediation, *Critical Discourse Studies*. 3(2), 153-178.
12. Chouliaraki, L. (2011). 'Improper distance': Towards a critical account of solidarity as irony. *International Journal of Cultural Studies*. 14, 363.
13. Ciocea, M., & Cărlan, I. A. (2012). Debating Migration as a Public Problem: Diasporic Stances in Media Discourse. *Romanian Journal of Communication and Public Relations*. 14(4), 181-201.
14. Cohen, R. (2008). *Global Diasporas. An Introduction*. Routledge, UK.
15. Culic, I. (2012). Immigrating Ethnicity: Configuring Romanianess in North America at the Turn of the Twentieth Century. *Romanian Journal of Communication and Public Relations*. 14(4), 29-46.
16. Diminescu, D. (2007). Le migrant connecté. Pour un manifeste épistémologique. *Migrations/Société*. 17(102), 275-292.
17. Diminescu, D. (2010). Présentation. In D. Diminescu & D. Pasquier (Eds.). *Les migrants connectés. T.I.C., Mobilités et Migrations. Réseaux*. 28(159), 9-14.
18. Diminescu, D., & Pasquier, D. (Eds.) (2010). *Les migrants connectés. T.I.C., Mobilités et Migrations. Réseaux*. 28(159).
19. Faist, T. (2010). Diaspora and transnationalism: What kind of dance partners?. In R. Bauböck & T. Faist (Eds.). *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods* (pp. 9-34). Amsterdam University Press.
20. de Fina, A., King, A. K. (2011). Language problem or language conflict? Narratives of immigrant women's experiences in the US. *Discourse Studies*. 13(2), 163-188.
21. El Sghiar, H. (2011). Debating diversity and conceptual purity: Reflections on identification as a meaningful concept for diasporic minority research. *The International Communication Gazette*. 73(5), 440-458.
22. Grad, H., & Martin R. L. (2008). Identities in discourse. An integrative view. In R. Dolón & J. Todolí (Eds.). *Identities in Discourse* (pp. 3-28). John Benjamins Publishing Company.
23. Gamlen, A. (2008). Why Engage Diasporas?. ESRC Centre on Migration. *Policy and Society Working Paper*. No. 63, University of Oxford.
24. Georgiou, M. (2007). Transnational Crossroads for and Diaspora: Three Challenges for Research. In O. G. Bailey, M. Georgiou & R. Harindranath (Eds.). *Transnational Lives and the Media Re-Imagining Diaspora* (pp. 11-32). Palgrave, UK.
25. Georgiou, M. (2006). *Diaspora, Identity and the Media. Diasporic Transnationalism and Mediated Spatialities*, Hampton Press, INC. Cresskill, New Jersey.
26. Hansen, R. (2009). The poverty of postnationalism: citizenship, immigration, and the new Europe. *Theor Soc*. 38, 1-24.
27. Ho, E. L. E. (2011). Claiming' the diaspora: Elite mobility, sending state strategies and the spatialities of citizenship. *Progress in Human Geography*. 35(6), 757-772.
28. Kaneva, N. (Ed.) (2012). *Branding Post-Communist. Nations Marketizing National Identities in the New Europe*. Routledge, UK.
29. Morales, L., & Jorba, L. (2010). Transnational links and practices of migrants' organisations in Spain. In R. Bauböck & T. Faist (Eds.). *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods* (pp. 267-293). Amsterdam University Press.
30. O'Reilly, K. (2007). Intra-European Migration and the mobility-enclosure dialectic. *Sociology*. 41(2), 277-293.
31. Prieto-Flores, Ò., & Sordé-Martí, T. (2011). The institutionalization of panethnicity from the grassroots standpoint in a European context: The case of Gitanos and Roma immigrants in Barcelona. *Ethnicities*. 11(2), 202-217.
32. Volkmer, I. (2008). Satellite cultures in Europe: Between national spheres and a globalized space. *Global Media and Communication*. 4, 231.
33. Weinar A. (2010). Instrumentalising diasporas for development: International and European policy discourses. In R. Bauböck & T. Faist (Eds.). *Diaspora and Transnationalism: Concepts, Theories and Methods* (pp. 73-89). Amsterdam University Press.